

E 5127

ASSEMBLÉE NATIONALE

TREIZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2009-2010

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 24 février 2010

Enregistré à la Présidence du Sénat le 24 février 2010

**TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE
L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Proposition de virement de crédits n° DEC 07/2010 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2010.

6542/10.



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 19 février 2010 (22.02)
(OR. en)**

6542/10

FIN 54

NOTE DE TRANSMISSION

Origine: Monsieur Janusz LEWANDOWSKI, membre de la Commission européenne
Date de réception: 17 février 2010
Destinataire: Monsieur Miguel Ángel MORATINOS, Président du Conseil de
l'Union européenne

Objet: Proposition de virement de crédits n° DEC 07/2010 à l'intérieur de la section
III - Commission - du budget général pour l'exercice 2010

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission - DEC 07/2010.

p.j.: DEC 07/2010



COMMISSION EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 15/02/2010

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2010
SECTION III - COMMISSION TITRES 06, 07, 08, 11, 15, 20, 22, 26, 27, 29, 31

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 07/2010

EN EUROS

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 2701 Dépenses administratives du domaine politique «Budget»

POSTE - 27 01 02 09 Personnel externe - Gestion non décentralisée CND - 904 969

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 0601 Dépenses administratives du domaine politique «Énergie et transports»

POSTE - 06 01 02 01 Personnel externe CND 11 480

AU CHAPITRE - 0701 Dépenses administratives du domaine politique «Environnement»

POSTE - 07 01 02 01 Personnel externe CND 30 612

AU CHAPITRE - 0801 Dépenses administratives du domaine politique «Recherche»

POSTE - 08 01 02 01 Personnel externe CND 30 612

AU CHAPITRE - 1101 Dépenses administratives du domaine politique «Affaires maritimes et pêche»

POSTE - 11 01 02 01 Personnel externe CND 190 728

AU CHAPITRE - 1501 Dépenses administratives du domaine politique «Éducation et culture»

POSTE - 15 01 02 01 Personnel externe CND 61 224

AU CHAPITRE - 2001 Dépenses administratives du domaine politique «Commerce»

POSTE - 20 01 02 01 Personnel externe de la direction générale du commerce CND 192 864

AU CHAPITRE - 2201 Dépenses administratives du domaine politique «Élargissement»

POSTE - 22 01 02 01 Personnel externe de la direction générale de l'élargissement CND 145 104

AU CHAPITRE - 2601 Dépenses administratives du domaine politique «Administration de la Commission»

POSTE - 26 01 02 01 Personnel externe CND 89 285

AU CHAPITRE - 2901 Dépenses administratives du domaine politique «Statistiques»

POSTE - 29 01 02 01 Personnel externe CND 30 612

AU CHAPITRE - 3101 Dépenses administratives du domaine politique «Services linguistiques»

POSTE - 31 01 02 01 Personnel externe CND 122 448

INTRODUCTION

Il s'agit d'un virement de réallocation de crédits administratifs de même nature entre titres (affectant plusieurs directions générales) au sein du même article XX 01 02 01 (crédits pour le personnel externe travaillant au siège).

1. Titre 20 (Commerce)

La politique commerciale joue un rôle clé dans la relance économique, qui est une priorité de la Commission. Par conséquent, les activités liées au commerce se sont fortement accélérées en 2009 et continuent à se développer; ce phénomène est dû en grande partie à la nécessité de répondre au contexte de l'économie mondiale et à l'accélération du rythme de nombreuses négociations bilatérales. En particulier, les services de la Commission ont engagé un dialogue renforcé en matière de réglementation avec les principaux partenaires économiques afin de rendre les marchés des pays tiers plus accessibles aux entreprises européennes et de prévenir et combattre toute mesure déloyale susceptible de fausser les échanges et toute forme de protectionnisme.

Ces activités ont considérablement accru la charge de travail des services concernés de la Commission et ont particulièrement pesé sur la situation des ressources humaines à la DG Commerce. Malgré d'intenses efforts de redéploiement en 2009, qui se poursuivront en 2010, il est nécessaire de renforcer temporairement les crédits pour les agents contractuels (2 agents supplémentaires pour le groupe de fonctions (GF) IV et 1 pour le GF II) afin de permettre à la Commission de mettre en œuvre les priorités de 2010 dans le domaine du commerce.

2. Titres 11 (Affaires maritimes) et 22 (Élargissement)

Ce renforcement est demandé pour le recrutement d'agents contractuels supplémentaires afin de faire face à la charge de travail accrue résultant de la demande d'adhésion de l'Islande, notamment pour les questions sensibles en matière de pêche.

Le présent virement budgétaire devrait permettre un renforcement temporaire en agents contractuels: 3 agents contractuels supplémentaires dans le groupe de fonctions IV pour traiter des questions liées à la pêche et 3 agents contractuels (1 GF IV, 1 GF III et 1 GF II) pour s'occuper des vastes travaux préparatoires et activités de contrôle propres à tout nouveau processus d'élargissement.

3. Ce virement prévoit aussi le recrutement de 14 agents contractuels dans le groupe de fonctions I destinés à remplacer les fonctionnaires de catégorie D* dont les emplois, devenus vacants, ont été gelés et seront retirés du tableau des effectifs en 2011, conformément à l'engagement pris dans la fiche financière jointe au statut révisé de 2004. Cette partie du virement concerne 8 domaines politiques.

Les crédits correspondants sont virés à partir du poste 27 01 02 09 - Gestion non décentralisée pour le domaine politique «Budget». Ce poste comporte des crédits qui ne sont pas alloués à un domaine politique particulier dès le début de l'exercice budgétaire et sont susceptibles de couvrir les besoins de l'ensemble des services de la Commission. Chaque domaine politique concerné étant désormais identifié, la Commission demande que, conformément aux articles 23 et 24 du règlement financier, les crédits correspondants soient virés en faveur de chacun de ces domaines politiques.

		Ligne / Intitulé						
CND/ CE/ CP	Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (4/1A)	Total (4±5)
06 01 02 01 - Personnel externe								
CND	5 148 628	0	0	3 273 202	1 875 426	11 480	0,22%	1 886 906
07 01 02 01 - Personnel externe								
CND	5 444 113	0	0	2 796 313	2 647 800	30 612	0,56%	2 678 412
08 01 02 01 - Personnel externe								
CND	211 392	0	0	129 215	82 177	30 612	14,48%	112 789
11 01 02 01 - Personnel externe								
CND	2 488 462	0	248 831	1 750 954	986 339	190 728	7,66%	1 177 067
15 01 02 01 - Personnel externe								
CND	3 818 280	0	0	2 481 038	1 337 242	61 224	1,60%	1 398 466
20 01 02 01 - Personnel externe de la direction générale du commerce								
CND	3 590 006	0	0	2 171 925	1 418 081	192 864	5,37%	1 610 945
22 01 02 01 - Personnel externe de la direction générale de l'élargissement								
CND	3 353 038	0	0	2 644 809	708 229	145 104	4,33%	853 333
26 01 02 01 - Personnel externe								
CND	5 331 770	0	0	4 416 562	915 208	89 285	1,67%	1 004 493
27 01 02 09 - Personnel externe - Gestion non décentralisée								
CND	4 586 547	0	0	0	4 586 547	-904 969	-19,73%	3 681 578
29 01 02 01 - Personnel externe								
CND	5 457 053	0	19 723	3 159 507	2 317 269	30 612	0,56%	2 347 881
31 01 02 01 - Personnel externe								
CND	9 510 679	0	0	7 645 595	1 865 084	122 448	1,29%	1 987 532
					Total PRÉLEVEMENT CND	- 904 969		
					Total RENFORCEMENT CND	904 969		